

*Père Mounier, le Recteur Louché  
en déférent hommage,*

*et après une très grande jeunesse*

*Gachon*

*16 Nov 84*

## Les rapports villes-campagnes : le sens prévisible de leurs lignes d'évolution,

par Lucien GACHON (1)

### Résumé.

Provoquée par la houille et le haut fourneau, la concentration industrielle et urbaine, commencée en Europe occidentale au siècle dernier, affecte maintenant tous les continents. Ce fait universel, et qui souvent va même en s'accéléralant, est tenu, explicitement ou implicitement, comme inéluctable et irréversible. Les avantages de la vie rurale compensent de moins en moins, croit-on, ceux de la vie citadine. Effectivement, les considérations de climat, de micro-climat, d'habitat, décident maintenant, beaucoup plus qu'autrefois, du choix de la résidence. Si aujourd'hui la jeunesse citadine se plaît à affronter les neiges et la solitude hivernale de la montagne, c'est en ski et point pour toute la mauvaise saison.

L'œuvre de l'agronome René Dumont illustre la thèse de la dépopulation rurale, non seulement inévitable mais souhaitable et bienfaisante. Aux Etats-Unis, les farmers (15 % de la population) suffisent non seulement à ravitailler le pays, mais à produire en outre des masses de vivres considérables : blé, maïs, fruits, lait concentré, que leur vente au dehors s'avère hérissée de difficultés parfois insurmontables.

Par contre, l'œuvre de l'économiste géographe François Gravier illustre l'antithèse d'une concentration urbaine néfaste pour être excessive : « Paris et le désert français ». D'ailleurs, avec les nouvelles sources d'énergie, la houille blanche, le pétrole, bientôt l'atome, qui sont aisément transportables et disséminables, le monde est passé, d'ores et déjà, de la concentration à la déconcentration des industries, en sorte que tout porte à croire que l'avenir est promis aux campagnes urbanisées sur le modèle suisse, belge ou hollandais, anglais ou nord-américain.

Dans le cycle évolutif des rapports villes-campagnes, le cas de la France est maintenant aberrant. Depuis 1950, la dépopulation rurale a repris en France avec une virulence plus forte que jamais. Mais ce n'est plus pour des raisons naturelles. C'est pour des raisons politiques. En 1944-1946, les lois sociales ont discriminé salariés et non-salariés, citadins et ruraux. La Suisse, cependant, accordait des mesures préférentielles à ses montagnards, et l'Angleterre aux habitants de ses « marginal-lands ». Mais en France, pas la moindre subvention au retourneur de lande ou de vieille prairie. Ainsi, le paysage français actuel est-il affecté par la friche beaucoup plus que celui de tous les pays voisins. Et pourtant, grâce à la forte production des provinces demeurées vivantes et tenues, Ouest, Centre-Nord, Est, Languedoc, l'agriculture française souffre de surproduction, notamment pour le vin et la viande. Le marché français n'est point assez fort demandeur. La France est sous-peuplée relativement à tous les pays voisins.

(1) Communication présentée au Congrès de l'AFAS tenu à Poitiers en juillet 1954.



En mars 1951, a eu lieu une semaine sociologique consacrée aux questions que posent les rapports entre villes et campagnes. Plus de 50 participants dont 14 rapporteurs ont pris part aux 12 séances de discussions qui ont été mises au net et publiées en un volume (2) de 480 pages, avec 20 cartes, graphiques ou schémas d'un très grand intérêt. D'autre part, au printemps 1954, J. F. Gravier, connu comme l'auteur de *Paris et le désert français*, 1947, a publié (3) *Décentralisation et progrès technique*, un volume de 400 p. qui ne comprend pas moins de 112 documents, cartes et graphiques commentés.

Si *Villes et campagnes*, œuvre collective, parlée avant d'être écrite, foisonne en précautions oratoires, ou prolifère en répétitions de mots plus souvent encore que d'idées, *Décentralisation et progrès techniques* se présente en une nette ordonnance de 3 parties : la décadence française et l'âge du charbon (1830-1940) ; l'ère néotechnique ; une nouvelle géographie humaine. En outre, chacune de ces 3 parties est subdivisée en 48, 25 et 28 chapitres de 2, 3 ou 4 pages seulement. Des intitulés comme des textes et des documents, il ressort que l'ouvrage de Gravier est une thèse brillamment soutenue. La thèse reprend l'essentiel des vues de l'économiste-philosophe Lewis Mumford qui dans son ouvrage intitulé *Technique et Civilisation* (4) distingue trois phases dans le développement du machinisme : l'âge *éotechnique* (avant le fer à cheval, le moulin hydraulique, le moulin éolien) ; l'âge *paléotechnique* (celui du charbon) ; l'âge *néotechnique* (celui de l'électricité, du pétrole, des nouveaux alliages, des métaux légers, des engrais de synthèse).

Dans le colloque de 1951, en regard des participants dont le genre de vie habituel est citadin, le plus souvent parisien, les participants à genre de vie rurale, ou bien défenseurs déclarés des thèses rurales (Augé-Laribé, A. Varagnac et P. Marthelot notamment) se trouvaient en petite minorité. Aussi, les vues dominantes qui se dégagent de *Villes et Campagnes* sont-elles les suivantes : la concentration urbaine est un fait ; un fait qui affecte aujourd'hui tous les continents ; un mouvement qui va s'accéléralant comme tous les phénomènes historiques ; enfin, un mouvement qui semble bien devoir demeurer irréversible autant qu'il paraît inéluctable dans les contrées qu'il n'a encore que peu ou pas touchées. Et donc, quelle attitude mentale adopter devant un mouvement d'une telle universalité et d'une telle ampleur ? L'enregistrer, évi-

(2) Paris, Librairie Colin.

(3) Paris, Librairie Flammarion.

(4) Traduction aux éditions du Seuil, Paris, 1950.

demment, se soumettre à son évidence ! Mais encore : prolonger dans l'avenir, telles quelles, les courbes récentes des concentrations urbaines ? C'est prévoyante sagesse que de céder soi-même, si on ne l'a fait déjà, à l'emprise intellectuelle, affective, matérielle, de la ville ou de la banlieue. Tandis que ce serait rêverie utopique que d'aller à contre-courant : le retour à la terre et à la bêche avec les « trianons » ou les « folies » comme au XVIII<sup>e</sup> siècle et les gentilhommières sinon les petites maisons de retraités, de rentiers, loin des grandes villes comme au siècle dernier !

Que demain, comme dans le présent et le passé proche, les villes soient conquérantes, « tentaculaires », les campagnes vaincues, « hallucinées » ; que demain le mouvement des campagnes aux villes demeure comme fatal, inéluctable, irréversible : ainsi en étaient persuadés sans doute, en leur for intérieur, la plupart des congressistes de 1951. Telle était, en sa pointe implicite, la thèse de la semaine sociologique de 1951. Au regard de cette thèse, trois ans plus tard celle de Gravier fait figure d'antithèse. Si hier, et encore aujourd'hui, les mouvements migrateurs furent et demeurent des campagnes vers les villes, demain, ils seront des villes vers les campagnes. Choc de cette prévision. Il est bon, il est même excellent d'être mis en face de faits et d'idées qui s'opposent aux faits les plus apparents et aux idées les plus conformes.

Après avoir analysé les causes de la concentration urbaine et rappelé que cette concentration n'a pas été synchrone dans tous les pays et continents, supputons, à notre tour, le sens de l'évolution à venir des rapports villes-campagnes.

#### **Les deux ordres de causes de la concentration urbaine.**

Les causes *économiques* de la concentration urbaine ont été si souvent analysées, commentées, enseignées, que chacun les connaît dès l'école primaire. Quelques mots les rappellent : la houille, le haut fourneau, l'industrie lourde. Les causes d'ordre *politique*, *sociologique* et *psychologique* sont beaucoup moins connues. Au colloque de 1951, séance des géographes, le Recteur Allix, dialoguant avec le Doyen Faucher, les a cependant évoquées en invitant à considérer l'influence de la législation et de la réglementation.

Dans un pays comme le nôtre, plus les villes grandissent au détriment des campagnes, plus elles ont de puissance d'attraction et d'influence politique ; plus les voies et moyens de l'Etat sont centralisés dans la capitale. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'influence des provinces et des campagnes, par le Sénat surtout, l'emportait en-

core sur celle de Paris. La première guerre mondiale fut cause accélératrice de la concentration citadine. Tandis que les combattants dans les tranchées étaient des paysans pour les trois-quarts, les ouvriers étaient souvent mobilisés dans les usines d'armement où beaucoup de citadines gagnaient, en outre, des salaires rémunérateurs. L'entre-deux guerres fit voir que pour gouverner, il fallait d'abord, plus qu'avant 1914, le consentement et le bon vouloir de Paris, des grands financiers et des industriels de la capitale, mais aussi des ouvriers, employés, fonctionnaires et commerçants, desquels la vie de l'Etat dépendait de plus en plus. Par contre, durant la seconde guerre mondiale, dans la France vaincue, réduite à vivre presque uniquement sur elle-même, il apparut que le paysan, et le rural en général, avait une condition moins précaire que le citadin. Mais le destin du paysannat français se joua à nouveau, politiquement, durant les années qui suivirent la Libération. En 1945-1946, les lois sociales discriminèrent salariés et non-salariés ; parmi ceux-ci, les paysans, qu'ils soient fermiers, métayers ou propriétaires-exploitants. Cette discrimination ne fut guère perçue d'abord par les paysans dont les denrées se vendaient bien. Mais à partir de 1951, le ravitaillement alimentaire des villes se trouvant assuré, et le paysannat se trouvant ainsi privé de sa meilleure arme de défense, sa condition lui apparut dans toute son infériorité : infériorité sur le citadin salarié et assuré en cas de maladie ; infériorité pour l'éducation des enfants ; infériorité pour l'accès aux emplois convoités de l'Etat, de l'industrie ou du commerce.

En conséquence, tandis que la déprise rurale avait été stoppée de 1940 à 1950, elle a repris de plus belle depuis 1950. Maintenant les seules campagnes françaises qui échappent à une dépopulation trop poussée sont l'Ouest, le Nord, l'Est vosgien, alsacien, haut comtois et savoyard ; ainsi que les départements méditerranéens, ceux-ci grâce à l'immigration étrangère qui, depuis un siècle, ne cesse de les pourvoir en main-d'œuvre agricole.

Après René Musset, Maurice Le Lannou a montré quelle masse rurale la Bretagne représente aujourd'hui. Cette masse demeure d'une telle prolificité qu'elle peut pourvoir, sans s'affaiblir, à un double courant d'émigration : vers les villes et vers les campagnes du Sud-Ouest. Mais, certainement bénéfique à la nation, l'existence d'un tel réservoir humain n'est-il pas maléfique à la Bretagne rurale elle-même ? La réponse donnée à cette question peut être tenue comme pierre de touche du comportement intellectuel. En effet, ou bien il est constaté qu'en Europe occidentale, les densités rurales dépassent fréquemment celles, en France, de la Bretagne qui, dès lors, n'est pas jugée comme surpeuplée, mais insuf-

fisamment équipée. Ou bien, les comparaisons de densités démographiques ne s'étendent point aux campagnes des pays voisins de la France, et dès lors la Bretagne rurale peut être jugée comme surpeuplée, avec la seule raison qu'elle détient les records nationaux de densités. De la sorte, on satisfait à une position démographique qui est malthusienne en oubliant le principe même du comportement géographique : la mise en place d'un milieu, le milieu rural Breton, dans son ensemble compréhensif, le milieu rural de l'Europe occidentale, lequel atteint ses caractères les plus modernes précisément dans ses parties les plus densément occupées : Hollande, Belgique, Allemagne rhénane ou Plaine du Pô.

Autre critère du comportement intellectuel à l'égard des rapports villes-campagnes : tandis que le surpeuplement rural est montré, démontré, dénoncé, le surpeuplement citadin est laissé dans l'ombre, ou bien tenu comme naturel, ou bien relevant de thérapeutiques sociales qu'il suffirait d'appliquer pour que la ville soit le lieu d'épanouissement de la civilisation. Certes, dans bien des cas, la campagne pourrait être tenue en productivité avec moins de bras et plus de machines. Mais à la ville aussi, il y a souvent trop de monde pour les tâches à exécuter. Il n'est pas prouvé d'ailleurs que les fonctions de la cité soient toutes aussi indispensables à la vie humaine que les deux fonctions essentielles de la campagne : produire des aliments, produire des hommes ne serait-ce que pour compenser, par une natalité excédentaire, la toxicité démographique des villes. En tout état de cause, il est impossible de croire que la relève de l'homme par la machine puisse être plus grande à la campagne qu'à la ville. C'est le contraire qui est vrai pour la simple raison, rappelée par A. Varagnac (*Villes et campagnes*, p. 250), que la production agricole n'est pas sous le contrôle de l'homme autant que l'est la production industrielle.

Avant l'ère des machines, au sentiment commun, le paysan était, en premier, nécessaire à la société : il produisait les aliments indispensables à la vie. Mais depuis l'ère mécanicienne, le paysan ne vient qu'après l'ouvrier, car c'est avec des machines construites à la ville que l'homme des champs travaille et produit. Aussi, plus les exploitants ruraux se mécanisent, se motorisent, plus ils tombent, qu'ils le veuillent ou non, sous la dépendance de ceux de la ville : dépendance économique et dépendance politique. Sans paradoxe et sans la moindre intention de polémique, on peut formuler les relations suivantes : l'Etat communiste implanté en pays agricole, c'est l'industrialisation et l'urbanisation accélérée ; par suite, c'est la main-mise accélérée des villes sur les campagnes. Jusqu'au moment où, comme il est apparu pour l'U. R. S. S. en 1953, l'Etat

socialiste, qui est plus encore Etat-léviathan que l'Etat capitaliste ou libéral, doit faire machine arrière, c'est-à-dire mettre l'accent sur la production agricole, exalter dans sa propagande la condition paysanne, obliger ses techniciens-agronomes à quitter les villes par dizaines de milliers pour aller partager dans les campagnes le genre de vie des terriens. Naguère, le régime communiste russe, dans son désir d'accentuer la primauté de l'ouvrier et de la ville, était allé jusqu'à croire possible, avec les *agrovilles*, l'identification des campagnes aux villes. Plus de paysannat plus ou moins rebelle aux innovations socialistes, techniciennes et urbaines, puisque les paysans eux-mêmes auraient vu leur genre de vie confondu avec celui des ouvriers !

Aussi, dans le train actuel du monde, généralement, quelle que soit dans les pays la forme de l'Etat, il se voit d'une part des centres industriels et ouvriers qui font office de propulseurs politiques, et d'autre part des campagnes paysannes qui font office de freins. Les ouvriers sont groupés ; les paysans dispersés : autre facteur de force sociale et politique pour ceux-là au détriment de ceux-ci. Toutefois, les réactions composantes entre moteurs et freins sont aujourd'hui très variables. Ne serait-ce, d'abord, que pour les différences de dates dans les débuts de la concentration industrielle et urbaine.

#### Les décalages dans le temps de la concentration urbaine.

L'antithèse décentralisatrice de Gravier à la thèse de la concentration urbaine, irréversible et inéluctable jusque dans les parties du globe qu'elle n'a guère encore touchées, omet en effet un aspect important de l'âge paléotechnique qu'elle tient pour d'ores et déjà dépassé. Cet âge paléotechnique de la houille noire a commencé il y a 200 ans en Angleterre, mais en Chine il n'en est qu'à ses débuts. Or, il est naturel, *a priori*, que les mêmes pays qui ont inauguré l'âge de la houille noire inaugurent aussi l'âge néotechnique de la houille blanche et du pétrole. En fait, les trois âges successifs, distingués par Gravier après Mumford, coexistent autant qu'ils se succèdent. Pour accéder à un nouvel âge matériel, il n'est pas indispensable de tout abandonner de l'âge antérieur. Surtout, c'est en conservant et cultivant au mieux les héritages moraux qu'une société a le plus de chances d'innover sans danger et à tout profit dans le plan matériel. Accorder la bêche, la houe et le tracteur ; accorder la foi religieuse, la science rationaliste et la technique mécanicienne : double condition des véritables progrès dans la variété sans cesse accrue des moyens de travail, des genres de vie,

des conditions d'existence. Le néfaste, c'est ce qui tue le germe fertile ou qui déracine le plant. Tandis que l'Histoire s'accélère, les peuples et les nations ont plus que jamais besoin de durée et de continuité biologique.

### Evolution prévisible des rapports campagnes-villes.

A cause des décalages dans le temps des phénomènes de concentration industrielle et urbaine, il semble raisonnable de prévoir que la ville conquérante le demeurera un demi-siècle ou un siècle encore en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie. Tandis que c'est dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, les premiers industrialisés, que la déconcentration devrait commencer, ou du moins que le grandissement des villes géantes devrait cesser. Aujourd'hui, dans le bilan énergétique des Etats-Unis, le charbon ne compte plus que pour les 2/5. Aux Etats-Unis encore, 9 sur 10 des entreprises comptent, chacune, moins de 100 personnes.

Jusqu'ici, la raison profonde des gains quasi universels des villes sur les campagnes a tenu aux nouveaux pouvoirs de l'homme sur la matière et la nature, pouvoirs suffisants pour tenir sous contrôle ces lieux privilégiés : les villes, mais insuffisants pour la domination à degré comparable des campagnes en général. Mais voici que les pouvoirs humains sans cesse augmentés permettent l'urbanisation des campagnes à très fortes densités de l'Occident européen. En Hollande, en Belgique, en Allemagne rhénane, en Suisse, les zones de transition entre les noyaux citadins et les pleines campagnes sans villes couvrent des proportions croissantes des territoires nationaux. Là, c'est à la fois la ville et la campagne, la ville avec ses denses réseaux de communications ; la campagne avec ses espaces, ses verdure et ses libertés naturelles.

Dans les régions méditerranéennes, ainsi pour notre Provence, le déclin des vieux noyaux urbains, Marseille, Toulon, Nice, est commencé ; tandis que de vastes territoires deviennent de vastes banlieues où s'ajoutent les avantages de l'existence citadine et de l'existence champêtre. C'est que la nature provençale est prodigue de faveurs, tandis que naguère encore bien des îlots de Marseille étaient des cloaques et des coupe-gorge.

Au contraire, c'est vers les confins de l'œcoumène que la ville est assurée de garder longtemps, sinon toujours, ses privilèges attractifs. Hors des bases américaines d'aviation au Groënland, il n'y a pas de gîtes possibles pour les civilisés habitués au confort des cités, s'il y en a pour les Esquimaux demeurés hommes de la Nature.

De même, c'est dans les continents neufs, les plus faiblement peuplés, que la grande ville est le plus tentatrice. Rio, Buenos-Ayres ou Sao-Paulo concentrent des foules humaines, tandis que les effectifs de pionniers sont bien clairsemés sur les fronts où avance et parfois recule la civilisation moderne aux prises avec les immensités ainsi qu'avec l'énormité des obstacles naturels, fleuves, marais, forêts, montagnes, déserts... Sur 16 ou 17 millions d'Argentins, 5 ou 6 sont rassemblés dans le grand Buenos-Ayres. D'où ce paradoxe : le *beefsteak* si cher dans la capitale du pays de la Pampa. En Amérique du Sud, il faut santé, instinct, audace, pour porter à se mesurer avec la Nature. Mais la ville est accueillante aux épaves humaines, comme elle est propice aux capitaines de la finance, du commerce et de l'industrie. Ajoutées à tous ses artifices, ses sécurités sociales captent les masses grégaires. Il est combien plus facile de vivre en fourmilière ou en polypier que de vivre en pionnier !

Toutefois, comme Pascal l'a remarqué, tout ce qui se perfectionne par progrès périra par progrès. Dans une première phase, celle qui s'achève sans doute en Europe occidentale et méditerranéenne, le progrès matériel a discriminé la ville qu'il a comblée de ses faveurs. Mais dans une seconde phase, on peut prévoir qu'il égalisera campagnes et villes, en répandant dans celles-là les avantages de celles-ci.

#### **La raison décisive de croire en la reviviscence des campagnes.**

Pourquoi faudra-t-il bien que, tôt ou tard, la campagne retrouve vis-à-vis de la ville avantages et faveurs ? André Varagnac l'a dit à la semaine sociologique de 1951 : « L'accroissement de la population générale du globe est plus rapide que la production des substances alimentaires. » Et, dans le numéro des *Annales de Géographie* de septembre-octobre 1953, à la chronique géographique, l'actualité, on lit : « Le rapport annuel que vient de publier l'*Organisation des Nations Unies* pour l'alimentation et l'agriculture (F. A. O.) constate que plus de la moitié du genre humain est sous-alimentée et souligne que, pour la première fois et en partie grâce aux récoltes généralement satisfaisantes de l'année dernière (1952), l'augmentation des cultures vivrières est allée de pair avec celle de la population mondiale. »

N'envisageons pas la proportion d'humains qui est sous-alimentée. Car où sont les critères de la sous-alimentation, comme ceux d'ailleurs de la suralimentation ? Si nous ne saurions ériger en constat l'affirmation : « plus de la moitié du genre humain est

sous-alimentée », nous pouvons par contre constater que souvent le Jaune préfère se passer de riz plutôt que d'opium, et que le Blanc, souvent, se passerait de pain plutôt que de tabac ou de vin. Poursuite du superflu, surtout si ce superflu est rare ; mais dédain du nécessaire, surtout si ce nécessaire abonde : nous voyons dans ces traits de la psychologie humaine une cause très importante du succès de la ville et de la défaite de la campagne, car celle-là aiguillonne les appétits de superflu et de luxe, tandis que celle-ci se borne à la satisfaction des besoins élémentaires, notamment de nourriture et de durée vitale. Nouvelle considération donnée aux besoins premiers, primordiaux : on peut croire, on doit croire que la nourriture naturelle, tel le bon pain entier, sera demain plus appréciée qu'elle ne l'est aujourd'hui. De même, on peut croire que les masses citadines, s'apercevant dans leur instinct, réveillées par les menaces atomiques et autres, que l'histoire s'accélère dangereusement, priseront très fort à nouveau la calme durée, comme le faisaient hier, comme le font aujourd'hui, les paysannats du monde entier.

Mais revenons au fait essentiel résumé par André Varagnac. Indubitables constats cette fois : chaque année, les effectifs humains globaux augmentent de dizaines de millions ; des dizaines de millions d'hommes quittent l'état de paysans producteurs d'aliments ; par contre, des dizaines et des dizaines de millions d'hommes s'ajoutent dans les villes aux êtres humains qui, des campagnes, attendent leur nourriture. De ces trois constats réunis, il résulte que la concentration urbaine ne peut pas se poursuivre indéfiniment. Dès maintenant, le grandissement des villes aux détriments des campagnes, ne peut plus être considéré comme un phénomène irréversible et inéluctable. Au contraire, on peut raisonnablement prévoir une réversibilité ou du moins une modification des rapports d'évolution entre campagnes et villes. Deux ordres de faits viennent d'ailleurs corroborer ces prévisions logiques dans l'âge néotechnique où l'Europe et l'Amérique du Nord sont d'ores et déjà parvenues : la dissémination des industries et la reviviscence des agricultures.

#### **La dissémination des industries : l'œuvre de Jean-François Gravier.**

On a trop tendance à ne voir que les industries concentrées et les usines géantes, la grosse métallurgie lorraine ou les usines Renault à Billancourt. Dans les manuels de l'enseignement primaire, et encore dans ceux de l'enseignement secondaire, la réalité géographique est simplifiée, schématisée par trop. La réalité dissé-

minée y disparaît, ce qui fait que la réalité concentrée s'y impose seule à l'attention.

Pourtant, maintes régions françaises ont traversé l'âge paléotechnique en conservant, modernisées, leurs industries traditionnelles, notamment celles du textile ou de la métallurgie légère : tissages des Vosges, des Monts du Lyonnais, du Choletais ; couteurs de Thiers ; dinanderie des Ardennes. Le département de l'Oise connu comme l'un de nos plus riches départements agricoles, est aussi l'un de ceux qui comptent le plus grand nombre d'installations industrielles et de lieux d'industries. Une carte de *Décentralisation et progrès technique* (p. 322) indique que de 1950 à 1952 il y a eu, dans la France du Nord, deux douzaines d'exemples de décentralisation industrielle. Mais, depuis les débuts de ce siècle, et ceux de la houille blanche, les disséminations d'industries nouvelles en France ne se comptent pas. Dans les Alpes du Nord, autant qu'à la capitale concentratrice, Grenoble, il convient de se reporter au tableau des industries modernes et ultra-modernes que la *Revue de Géographie Alpine* tient à jour, en attendant qu'elle ait à le faire pour les Alpes du Sud. Suivant J. F. Gravier, celles-ci sont à compter, avec les Alpes Orientales et les Alpes Dinariques parmi les régions d'avenir de l'Europe (carte, p. 385).

Se fondant sur un rapport de J. Alarent : *Les « Trading Estates » et l'action de l'Etat sur la géographie industrielle*, J. F. Gravier marque qu'il y a en Angleterre des zones de dépression et des zones de développement. L'Angleterre, pays surindustrialisé et « sururbanisé », a, depuis l'ère victorienne, perdu beaucoup de ses débouchés. Elle doit effectuer des replis économiques, rechercher une nouvelle économie interne. Elle doit décongestionner ses villes en étendant en surface (*development areas*) ses régions industrielles. Pour cela, il lui faut redistribuer des industries et de la main-d'œuvre, diversifier les activités régionales, freiner les mouvements de population vers Londres, mais développer les petites villes, les villes-satellites et les cités-jardins.

J. F. Gravier marque excellemment que : « En même temps que la grande crise de 1930 et la guerre mondiale de 1939 bouleversaient les hiérarchies politiques et sociales, le progrès technique instaurait une nouvelle hiérarchie des forces naturelles. Il se confirmait qu'un gisement de pétrole ou de houille blanche est au moins aussi précieux qu'un bassin charbonnier ; la bauxite et l'uranium s'avéraient au moins aussi importants que le minerai de fer. Enfin, et surtout, l'apparition de l'énergie nucléaire et son ubiquité semblent bien condamner, à terme, tous les monopoles industriels acquis par telle ou telle concentration géographique.

Comme avant le règne du charbon, le potentiel humain, l'eau et la richesse agricole redeviennent les plus sûrs facteurs de la richesse. »

### La reviviscence des agricultures : l'œuvre de René Dumont (5).

Les vues essentielles de René Dumont, agronome et économiste éminent, de surcroît géographe remarquable par le concret détaillé de ses enquêtes, se sont répandues dans le public cultivé. En Europe continentale, toutes les campagnes, celles de France comprises (6), sont surpeuplées. Par suite, la dimension moyenne des exploitations est trop petite. En général les paysans européens ne sont pas assez productifs, bien qu'ils soient très laborieux. Leur niveau de vie reste bas. Ils ne peuvent pas se moderniser suffisamment et assez vite. Et d'ailleurs, ils ne le souhaitent pas assez, archaïques et routiniers qu'ils sont trop souvent. L'agriculture américaine, et l'agriculture russe à un moindre degré, devraient servir de modèle à l'agriculture de l'Europe occidentale où l'obstacle majeur au progrès technique est d'ordre démographique : trop de paysans, trop de bras, mais pas assez de machines, ni non plus de techniciens vulgarisateurs. Mais le remède au surpeuplement rural est tout trouvé. Il s'exprime en un mot : industrialisation. Que la décharge humaine des campagnes continue et s'amplifie par l'appel des villes industrielles ; que des industries se créent et se multiplient partout ; que l'agriculture elle-même devienne telle que l'industrie, afin qu'elle ne soit plus comme à la traîne, afin que la mainmise de l'homme soit la plus complète possible, à moindre peine physique et à moindre temps, aussi bien à la campagne qu'à la ville.

Dans son dernier ouvrage surtout, René Dumont éclaire et soutient ses vues systématiques par des enquêtes qui sont d'un intérêt prodigieux. Or ces enquêtes parlent souvent à l'encontre des vues théoriques de leur auteur. Fréquemment, l'observateur dément le philosophe. Depuis 1940, dans beaucoup de pays d'Europe, notamment en Angleterre, il y a une très nette reviviscence agricole, qui est d'ailleurs conduite et financée par l'Etat. Puisque l'Etat moderne, qu'il soit capitaliste ou libéral, qu'il soit communiste ou socialiste, est, à des degrés moins variables qu'on ne le

(5) *Le problème agricole français*, 1946 ; *Les leçons de l'agriculture américaine*, 1949 ; *Voyages en France d'un agronome*, 1951 ; et principalement *Economie agricole dans le monde*, Paris, 1954, édit. Dalloz.

(6) La modernisation de l'agriculture française serait au prix de la disparition d'un million de trop petites fermes.

croit, un Etat-Léviathan (7), rendons-nous à sa réalité très générale et à sa variété d'attributions. Puisque l'utopie serait que l'Etat Léviathan disparaisse, faisons-nous à son existence et souhaitons qu'il exerce ses pouvoirs au bénéfice des professions désavantagées et des régions peu favorisées. « Les métiers les moins courus doivent être les plus soutenus. » Et « les régions les plus en friches doivent être les plus défrichées ! » Tels sont les slogans que proclame l'empirique et simple bon sens. Tels sont les mots d'ordre que les Anglais tant par nécessité que par sens pratique se sont efforcés de faire passer sur leur territoire dans la réalité.

Etonnante rencontre de Gravier et de Dumont : celui-là fait état du rapport de J. Alaurant comme nous l'avons marqué ; celui-ci proclame les bienfaits du *Marginal Land Scheme*, du plan qui accorde priorité dans l'aide de l'Etat aux régions marginales : outre les prix garantis, les crédits et les prêts de matériel, les subventions au défrichement, au chaulage, à l'emploi des engrais et aux retournements des vieux prés. La rotation champ-prairie comme nous-même en avons maintes fois signalé les bienfaits, autrement dit le *ley-farming*, le labour des trop vieilles prairies, leur incorporation aussi dans des assolements à longue période : tel est bien le principe essentiel de la reviviscence agricole dans tous les pays de la vieille Europe où, depuis la fin du siècle dernier, trop d'anciens champs couchés en herbe le sont demeurés en devenant friche complète ou incomplète. « Après avoir donné toute leur attention aux régions riches, en dispensant les secteurs marginaux de l'obligation des labours, dès 1942 les Anglais s'aperçurent que ceux-ci constituaient, sur 5 millions d'hectares, près de la moitié de la surface agricole de l'Angleterre, pacages non enclos exclu. » S'exprimant ainsi, Dumont ne fait que constater, à son tour, en Angleterre, l'ultime effet néfaste, pour les régions défavorisées, de la concentration des hommes, des capitaux et des machines dans les régions les plus favorisées : la ville-capitale, les villes-ports ou les villes-minières. Attirant commerces et industries, les unes et les autres priveraient inéluctablement, irréversiblement, les régions pauvres, marginales, montagnardes, de tout moyen de défense, si l'Etat — l'Etat Anglais ou l'Etat Suisse — n'intervenait en leur faveur. Et cela, au nom d'un principe supérieur de santé sociale et de santé nationale : la distribution rationnelle des humains sur tout le territoire aménagé à cette fin.

René Dumont croit en l'efficacité de la technique agronomique. Mais il croit aussi que la plupart des campagnes de la vieille Eu-

(7) Bernard CHARBONNEAU : *L'Etat, par la force des choses*. 3 cahiers ronéotypés (ouvrage épuisé).

rope, surtout dans l'Europe latine, ne sont point assez ouvertes aux bienfaits de cette technique parce qu'elles sont surpeuplées. Pour lui, qui ne saurait s'alarmer de la rapide progression des effectifs humains sur la planète, ni non plus d'une concentration humaine renforcée et généralisée à tous les continents, les mots d'ordre sont : mettez aux champs assez d'investissements, assez de machines motorisées, assez de techniciens-agronomes ; par contre, point de bras inutiles, et les campagnes seront à même de bien nourrir les villes.

Beaucoup d'hommes, trop d'hommes à la terre, principe de pauvreté, non de richesse ? Dans le présent immédiat, peut-être ; mais pour un avenir sans doute plus proche que de nombreux intellectuels ne le pensent, certes pas ! L'Italie du Sud ? Pour Dumont, région surpeuplée, archaïque, misérable. Mais pour Gravier, région d'avenir !

D'ailleurs, réponse de fait à la thèse antidémographique de Dumont pour les campagnes — prodémographique pour les villes, curieuse contradiction — en Europe, plus les densités rurales sont fortes, plus les agricultures sont productives à l'hectare, évoluées et modernisées au mieux. Citons par ordre approximatif de signification croissante, quelques pays où les faits manifestent particulièrement que la pression démographique est premier moteur de compétition, d'émulation, de stimulation, d'innovation, finalement de progrès technique : l'Italie du Nord, l'Allemagne occidentale, la Suisse, le Danemark, la Belgique, la Hollande.

En définitive, pourquoi le paysan Hollandais est-il, avec le paysan Flamand et le paysan Danois, le plus évolué de l'Europe ? A notre avis, pour cette raison première et dernière : chaque ferme hollandaise disponible et offerte suscite 10, 15 demandes et plus, quelle que soit sa taille. Cependant que l'Etat hollandais, très sagement, met ses pouvoirs équilibrants du côté de la demande puisque celle-ci excède tellement l'offre (8).

Beaucoup plus qu'à la ville désormais, où la vie est nécessairement très socialisée, à la campagne les vrais moteurs humains demeurent ceux de la psychologie individuelle et familiale. Aujourd'hui comme toujours, le rural est prodigue de sa peine pour vivre, et vivre au mieux, dans l'indépendance et la liberté. Encore faut-il que l'Etat-citadin, l'Etat-léviathan ne lui soit point trop contraire, mais secourable, surtout dans les pauvres régions marginales et montagnardes.

(8) M. J. BOERENDONK : La réglementation des fermages et des prix de vente des terres aux Pays-Bas, *Economie rurale*, Bul. de la Société française d'économie rurale, janvier 1953. Cité par DUMONT, in, *Economie rurale dans le monde*, p. 459.

### Le cas des campagnes Françaises.

Dans la présente conjoncture, les campagnes françaises en Europe occidentale offrent un cas singulier. Marque affligeante du territoire français : un tiers est en friche complète et incomplète. Par la fréquence des friches, le paysage français se distingue fâcheusement de celui de tous les pays voisins. Cependant, en France, depuis 1953, il y a large suffisance ou même pléthore de blé, de vin, de viande, de lait. La friche improductive et l'abondance nationale des nourritures de base : comment expliquer cette contradiction dont la France est la seule à fournir l'exemple en Europe ?

La première raison qui vient à l'esprit du géographe, est dans les contrastes de tenue et de productivité des campagnes françaises : l'Ouest dans son ensemble, pépinière de paysans ; et l'ensemble du Massif Central devenu un quasi-désert hors de ses villes et régions industrielles. Ou encore, les parties irriguées de la Provence et celles qui ne le sont pas. Au total, la production accrue des campagnes en pleine exploitation fait plus que compenser la production diminuée des campagnes en sous-exploitation. Toutefois, dans celles-ci la reforestation elle-même n'est pas, faute de main-d'œuvre, suffisamment accélérée et conduite, afin que la futaie succède au mieux à la broussaille et au taillis.

Surtout, il reste que la destinée agricole de la France est d'exporter des aliments davantage qu'elle n'en importe. Or, durant les années qui ont séparé la disette de la seconde guerre mondiale et la pléthore actuelle, il a fallu que le gouvernement pare aux insuffisances de l'agriculture par des importations d'aliments qui ont été grandement préjudiciables à la monnaie.

On s'accorde généralement sur le défaut essentiel de la production agricole française. Elle n'est point assez compétitive dans ses prix et aussi ses qualités. Mais d'où provient ce défaut ? D'ordinaire on répond par les mots de : routine, archaïsme, individualisme excessif... Il conviendrait de remarquer plutôt que l'agriculture française ne saurait être victorieusement expansive alors que tant de tendances malthusiennes continuent de marquer la vie nationale : par rapport à la production française de 1952, celle de 1953 a été stationnaire ou même en récession dans l'industrie, mais en augmentation de 10 % dans l'agriculture ! Naguère, lorsque l'influence politique des campagnes était prédominante, l'agriculture française, trop protégée, oubliait la loi salutaire de la compétition concurrentielle. Tous les Corps constitués incitaient le paysan français à économiser et à confier ses économies aux emprunts de l'Etat et des pays alliés ou amis de la France. Maintenant, on fait

reproche au paysan de sacrifier l'équipement de sa ferme à son goût, bien souvent trompé et disparu pourtant, pour les signes monétaires : hier vérité et maintenant erreur !

Maintenant, la friche sur le plus beau pré carré de l'Europe et sur celui-là seulement. Atteignons les deux ordres de causes véritables de ce lamentable paradoxe : les causes politiques depuis la seconde guerre mondiale ; les causes démographiques à effets corrosifs longtemps inaperçus depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Récentes causes politiques. Dans les lois sociales votées depuis la Libération, le paysan a été discriminé de l'ouvrier pour ne pas être salarié, fût-il seulement fermier ou métayer. Dans les plans nationaux d'après guerre, rien d'équivalent en France aux plans anglais ou suisse en faveur de l'agriculture. Même les plus sages mesures péconisées à Vichy en faveur du monde rural par un Lucien Romier ou un Pierre Caziot apparurent, une fois le pays délivré, comme à combattre. L'esprit public retourné vit rétrospectivement dans les ruraux les profiteurs de l'occupation et dans les citadins les victimes. Cependant, de 1944 à 1950, le paysannat résista assez bien à tant de vents qui lui étaient contraires : il était encore indispensable au ravitaillement de la nation ; dépensant le numéraire entassé dans ses « lessiveuses », il faisait aller le commerce citadin.

C'est depuis 1950 que le monde rural a « réalisé » combien les pouvoirs publics l'avaient discriminé et abandonné. Sous la pression des citadins, des Parisiens de toutes catégories groupés dans leurs syndicats, l'Etat ne manquait pas de stopper les hausses sur les denrées agricoles, mais laissait les baisses se faire. Surtout, quels contrastes de condition réelle entre un petit paysan exclu des avantages de la Sécurité sociale et un salarié de la ville, bénéficiant de la S. S., qu'il gagne 100.000 ou 20.000 fr. par mois ! Il apparut évident qu'il valait beaucoup mieux, en tout état de cause, être le salarié d'un patron au prix de son indépendance, qu'être son maître, paysan, artisan, au prix de son infortune sociale. Aussi, depuis 1950, les mouvements d'exode des campagnes sans salariés — sauf l'instituteur, le postier, le cantonnier, le garde-champêtre —, vers les villes à salariés très nombreux, reprirent-ils, plus intenses qu'ils ne l'avaient jamais été, faisant cette fois de vrais déserts des plus pauvres régions marginales et montagnardes.

Mais voici que de l'excès du mal, des remèdes viennent en retour. En 1953, la S. S. a distribué aux ruraux 3 ou 4 fois plus d'allocations qu'ils n'ont payé de cotisations. Dans le seul département du Puy-de-Dôme, plus de 1.200 ménages de jeunes ruraux ont su accéder, dans les fermes de leurs vieux parents, à la bienheureuse

condition de salariés. Avantages pécuniaires et plus encore avantages moraux : les vieux sont bien aises d'avoir, attachée, une main-d'œuvre de leur sang ; les jeunes sont non moins contents d'équiper, avec les mensualités qui leur tombent comme du ciel, des fermes qu'ils savent devoir leur revenir. Ainsi, aux champs, la S. S. combat très efficacement l'une des plaies les plus graves de l'époque entre les générations : les incompréhensions et les haines qui sont exaspérées, elles aussi, par la trop grande accélération de l'Histoire.

Quelle force qu'aient revêtue depuis 1945, en France, les causes politiques dans la concentration urbaine accélérée, c'est pour des raisons démographiques formées depuis longtemps, mais agissantes surtout après la première guerre mondiale, et encore plus après la deuxième, que les campagnes françaises ont été abandonnées davantage, proportionnellement à leur population au siècle dernier, que celles des pays voisins.

Si la France aujourd'hui était autant peuplée, au kilomètre carré de territoire utile, que l'Espagne, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, ce serait, suivant le pays voisin pris comme référence, 80 millions, 100 millions et même 150 millions d'habitants qu'elle compterait ! Mais, entre les deux guerres, la France était en Europe le seul pays qui fût nettement territoire d'immigration. Et, de 1934 à 1938, le seul en Europe où la mortalité excédât la natalité.

Relativement aux autres pays de la vieille Europe, l'infériorité de la natalité en France a duré du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1940, comme l'ont montré des démographes de la revue *Population*. De 1750 environ à 1850, partout en Europe la mortalité est en baisse, mais en France seulement la natalité est aussi en baisse — tout en demeurant supérieure à la mortalité —, tandis que dans tous les pays voisins la natalité continue d'augmenter. Parallélisme des deux courbes en France, mais leur ouverture en lames de ciseaux dans tous les autres pays de la vieille Europe : il résulte de cette différence d'évolution qu'entre 1750 et 1850, c'est en France que le croît naturel de la population a été le moins grand. Et donc, le retard démographique français remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'est aggravé au XIX<sup>e</sup> siècle et surtout au XX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1940. Depuis deux lustres seulement, la démographie française est progressive absolument et relativement. Mais, auparavant, elle fut régressive relativement durant deux siècles.

Maintenant, en France, 77 habitants en moyenne au km<sup>2</sup>, mais 200 en Grande-Bretagne. D'où la raison fondamentale de la magnifique reviviscence de l'agriculture anglaise. Quel argument

pour l'agriculture d'un pays lorsque ce pays ne tire plus de son territoire que de quoi subsister un jour sur trois ou un jour sur quatre ! Par contre, quel handicap pour l'agriculture d'un autre pays lorsque cet autre pays se voit devant des excédents de productions agricoles très difficiles à résorber ! En France, encore, les débats villes-campagnes peuvent rester en quelque sorte des débats académiques ; car la nation française n'est point confrontée, comme la nation anglaise, avec de permanentes nécessités qui deviennent particulièrement implacables et tragiques en temps de guerre et de blocus.

### Conclusion.

Le Français est particulièrement mal placé pour supputer l'évolution à venir des rapports villes-campagnes. Il peut croire, il croit que la concentration urbaine se produira et même s'accélélera, dès lors que la production agricole en France est devenue excédentaire, que la preuve semble ainsi faite que les campagnes produisent plus maintenant qu'autrefois, souvent les machines y remplaçant les bras avec succès. Mais dans l'évolution de la vieille Europe, le cas de la France est aberrant : le plus vaste et le plus riche territoire national de l'Occident Européen est celui qui a la plus faible densité moyenne de peuplement par kilomètre carré utile.

« Après un temps il en vient un autre », assure tout uniment le dicton populaire. Gravier à la suite de Mumford inventorie les nombreuses catégories de faits qui prouvent qu'après l'âge paléotechnique de la houille noire, le monde est entré dans l'âge néotechnique de la houille blanche, du pétrole et de l'atome. Il n'est pas possible que la concentration urbaine continue indéfiniment ; qu'indéfiniment le nombre des agriculteurs diminue sur le globe alors que l'écart entre la production et les besoins en aliments va croissant — malgré le machinisme agricole ou peut-être à cause de lui ? — vu la rapide augmentation des effectifs humains sur la planète.

Cette augmentation qui s'accélère, mais beaucoup moins vite que les pouvoirs de l'homme sur la matière, est-elle un bien ou un mal en soi ? Nous répondons : un bien, sauf pour l'Asie des Moussons où le Japon, la Chine, l'Inde sont effectivement surpeuplés. Un bien, car plus l'homme dispose de moyens matériels, plus aussi il doit faire face, en compensation, à des charges vitales, familiales : la femme, les enfants, les vieux parents. Sans quoi, trop jouisseur et point assez procréateur, ses ressorts se détendraient

dans la facilité : de la montagne à la plaine, de la pauvre région marginale à la plantureuse campagne, et enfin de celle-ci à la ville, la grande ville, prodigue d'agrément et de dissipations, toxique pour cela ! Fatal aux nations comme aux souches humaines, le processus est maintenant éprouvé, reconnu dans ses méfaits.

D'instinct, nations et familles, averties, voudront de plus en plus y échapper, ou du moins toucher terre, ajouter des jours campagnards à leurs jours citadins (9).

---

(9) Cet article était écrit quand nous avons lu dans les *Annales de Géographie*, n° 334, deux études, l'une sur Sétif, l'autre sur la Californie, qui situent parfaitement la question des rapports villes-campagnes. En début d'évolution de ces rapports, c'est la campagne pauvre, point équipée, le douar dans le cas des environs de Sétif, qui rejette vers le centre urbain, si congestionné et inefficace soit-il lui-même, ses populations en surnombre, sans emploi ni espoir possibles. En fin d'évolution, au contraire, comme en Californie autour de Los Angeles et de San-Francisco, « le problème de la désertion des campagnes ne se pose plus, dans la mesure où il semble que la ville s'avance au devant du campagnard : pourquoi celui-ci ajouterait-il à son existence, les inconvénients de la cité, quand il en a sur place tous les avantages ou presque ? ».